



*Chers Amis !*

*Malgré l'arrivée de la démocratie en août 2005, **les armes légères qui circulent au Burundi sont encore très nombreuses**. Elles sont utilisées par des bandes armées qui se promènent dans les quartiers pendant la nuit pour aller voler, ou bien par des ex-militaires ou ex-rebelles retournés de la guerre qui ne trouvent pas du travail, ou bien encore par des jeunes qui, désorientés et psychologiquement bousculés par les atrocités vécues pendant la guerre civile de laquelle le Burundi est en train de sortir. Les massacres, les atrocités commises avec la machette et les 14 ans de guerre "à basse intensité" ont appauvri tellement la population burundaise qu'aujourd'hui **les armes légères deviennent souvent un moyen pour sortir de la pauvreté**. La violence, la criminalité et la corruption sont ainsi favorisées. **Au contraire le procès de paix et démocratisation du Pays ralentit.***

*Maintenant que la guerre est terminée, il est nécessaire que le Gouvernement burundais s'engage dans l'élimination totale des armes pour donner finalement un signe fort à la population burundaise dans l'institution d'une vraie démocratie basée sur la confiance parmi les citoyens et entre les citoyens et les politiciens.*

*Au Gouvernement du Burundi, **nous demandons donc :***

- **que les opérations de désarmement total de la population civile burundaise, commencées en 2005 avec l'UNO, reprennent et**
- **qu'un contrôle permanent sur achat-vente des armes au Burundi soit institué.**

**Adhérez nombreux en soulignant la lettre qui suit en bas.** Elle sera envoyée **le 15 décembre 2007** au Président de la République du Burundi, aux Représentants des Partis Politiques au Burundi, et pour connaissance à nos Ministres de l'Intérieur et Représentants de la Communauté Européenne afin qu'ils donnent aussi leur soutien!

*Père Claudio et le 28.000 inscrits du **Centre Jeunes Kamenge***

## **À son Excellence le Président de la République du Burundi et Aux Représentants des Partis politiques burundais,**

Le processus démocratique, qui a été mis en marche avec les accords d'Arusha et les élections libres qui ont suivi en 2005, a été accueilli avec joie par les citoyens de l'Europe et des autres Pays du monde, qui depuis plusieurs années connaissent et suivent les vicissitudes du Burundi. La situation de stabilité politique de ces dernières années nous permet d'espérer que l'engagement pour un développement réel pour la population des Quartiers Nord de Bujumbura et pour le Pays tout entier puisse continuer. Tous les efforts que le Gouvernement actuel a mis sur pied pour un processus de réconciliation apparaissent donc comme appréciables.

Aujourd'hui, le peuple burundais fait preuve de grand courage : jours après jours, les Burundais cherchent ensemble de surmonter l'immense peur et la méfiance qu'un si grand nombre d'années de guerre civile a répandue au milieu de la population. Malgré les nombreuses injustices que la population a vécues et souffertes, elle est en train - au moins pour le moment - de les mettre à côté pour pouvoir enfin « tourner la page » et affronter un avenir nouveau et pacifique. Nombreux sont les points d'interrogation que les Burundais se posent à propos des événements passés ; mais ces points d'interrogation devront être affrontés au bon moment, quand les Burundais auront retrouvé la confiance dans leur propre Pays, dans leurs politiciens, en eux-mêmes et envers ceux qui habitent auprès d'eux.

Aujourd'hui, ce que la population exige du plus profond d'elle-même c'est la paix, une paix totale et une lutte efficace contre chaque forme de violence, physique et morale. Il s'agit d'une exigence ressentie directement par les jeunes et les adultes des Quartiers Nord, jeunes et adultes désireux de pouvoir enfin se déplacer tranquilles et sereins dans leurs villages et leurs quartiers ; cette exigence est particulièrement ressentie aussi au niveau international et elle veut être soutenue.

C'est pour cette raison que nous avons décidé de nous adresser, avec le respect le plus sincère, à Vous, Monsieur le Président, et aux plus grands représentants des Partis politiques. Encore trop souvent, des nouvelles nous arrivent, d'une localité ou d'une autre du Burundi, de tueries inutiles et banales perpétrées pendant la nuit sans aucune justification de la part de bandes armées, de groupes de voleurs, des ex-militaires ou des ex-rebelles. Un de ces épisodes s'est vérifié le 7 mai, quand Monsieur Jérôme Ninteretse, un important représentant du Centre Jeunes Kamenge, assidûment engagé depuis 1992 dans la promotion du parcours de Paix, a été assassiné avec sa femme qui était enceinte. C'est très regrettable d'apprendre qu'il y a encore de nombreux actes de tueries aussi à l'intérieur du Pays où, chaque semaine, des personnes ou des familles sont tuées, ou menacées, ou elles sont forcées à la fuite à cause de vengeances ou plus simplement pour des intérêts économiques. Il y a encore trop d'exemples d'un emploi, que nous ne jugeons pas toujours approprié, des armes de la part de la police et des militaires, pour des services d'ordre ou pour obtenir des services des gens, qui parfois se sentent effrayés.

Monsieur le Président et Messieurs les représentants des Partis politiques burundais, nous Vous demandons **la remise en vigueur des opérations de désarmement total du Burundi et aussi un contrôle continu et approfondi du trafic illégal des armes, qui continuent à entrer et à sortir du Pays**. Pour cette œuvre, nous mettons à Votre disposition notre plus grande collaboration et notre soutien.

Nous croyons que cette action peut non seulement développer une conscience nouvelle chez les citoyens burundais, qui se sentiront protégés et soutenus par leur propre Gouvernement dans un vrai chemin de paix, mais, cette action sera aussi une prérogative indispensable pour pouvoir garantir au Pays un développement stable et durable. Ce développement pourra se concrétiser uniquement dans une situation d'étroite confiance et collaboration entre les différents acteurs de la démocratie, les dirigeants et les concitoyens.

Nous unissons à cette lettre les signatures de tous ceux qui, touchés par la situation du Burundi et par la situation de tous les Pays qui encore maintenant vivent des situations de guerre et de violence, ont décidé d'adhérer à cette campagne.

**En espérant en une réponse concrète, nous Vous adressons nos salutations les plus distinguées et nos vœux les plus sincères de bon travail.**